

**Arrêté préfectoral complémentaire  
Société SAINT GOBAIN ISOVER  
Commune de Rantigny**

**LA PRÉFÈTE DE L'OISE**  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le Code de l'environnement, notamment les livres V des parties législative et réglementaire relatifs aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu la nomenclature des installations classées ;

Vu le décret du 11 janvier 2023 portant nomination de Mme Catherine SÉGUIN en qualité de préfète de l'Oise ;

Vu l'arrêté ministériel du 12 février 1998 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 4715 ;

Vu l'arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux installations de combustion de puissance thermique nominale totale inférieure à 50 MW soumises à autorisation au titre des rubriques n° 2910, n° 2931 ou n° 3110 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 25 novembre 2008 autorisant la société SAINT GOBAIN ISOVER à exploiter ses installations sur le territoire de la commune de Rantigny ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 8 juin 2015 modifiant les prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation délivré le 25 novembre 2008 à la société SAINT GOBAIN ISOVER à Rantigny ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 22 septembre 2022 prescrivant à la société SAINT GOBAIN ISOVER la réalisation d'une étude technique économique et d'un plan d'actions relatif à la réduction des prélèvements en eau ;

Vu l'arrêté préfectoral du 30 octobre 2023 portant délégation de signature à M. Frédéric BOVET, Secrétaire général de la préfecture de l'Oise ;

Vu la demande de modifications des conditions d'exploiter du 12 février 2024 et complétée les 4 mars et 4 juin 2024 portant sur les rubriques n° 2910 et n° 4715 par la société SAINT GOBAIN ISOVER pour son site de Rantigny ;

Vu les dossiers déposés à l'appui de sa demande ;

Vu la décision d'examen au cas par cas de dispense d'étude d'impact du 22 mars 2024 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 28 juin 2024 ordonnant les jours d'ouverture de la participation du public par voie électronique ;

Vu l'absence d'observation du public recueillies entre le 22 juillet 2024 et le 5 août 2024 ;

Vu le rapport et les propositions en date du 30 août 2024 de l'inspection des installations classées ;

Vu le projet d'arrêté porté le 13 septembre 2024 à la connaissance du demandeur ;

Vu le retour de l'exploitant le 13 septembre 2024 ;

Considérant ce qui suit :

1. la demande de modification porte sur la réalisation d'un démonstrateur de production de fibres dont le gaz nécessaire au fonctionnement est de l'hydrogène ;
2. ce projet est visé par les rubriques n° 2910 (autorisation) et n° 4715 (déclaration) ;
3. la modélisation des flux thermiques montre qu'aucun effet ne sort des limites du site ;
4. la participation du public par voie électronique du 22 juillet au 5 août 2024 ;
5. l'absence de commentaire du public lors de cette participation du public par voie électronique ;
6. les modifications apportées ne sont pas de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du Code de l'environnement ;
7. au regard des éléments d'appréciation apportés par le pétitionnaire, le projet de modification ne constitue pas une modification substantielle au sens de l'article R. 181-46 du Code de l'environnement ;
8. il convient cependant, conformément à l'article R. 181-46 du Code de l'environnement, d'imposer toutes les conditions d'installation, d'exploitation et de surveillance qui sont de nature à assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 ;
9. il convient, par conséquent, de modifier les prescriptions applicables au site ;

Sur proposition du Secrétaire général de la préfecture de l'Oise,

## **ARRÊTE**

### **Article 1er :**

La société SAINT GOBAIN ISOVER dont le siège social est situé Tour Saint-Gobain – 12 place de l'Iris à Courbevoie (92400) est autorisée à exploiter ses activités au 19 rue Emile Zola à Rantigny (60290), sous réserve du respect des prescriptions des actes antérieurs délivrés et de celles du présent arrêté.

## **Article 2 : Modifications apportées aux prescriptions des actes antérieurs**

Les prescriptions suivantes sont modifiées par le présent arrêté :

Références des arrêtés préfectoraux antérieurs	Références des articles	Nature des modifications
Arrêté préfectoral du 8 juin 2015	Article 2	Modifié par l'article 3

## **Article 3 : Nature des installations**

L'article 2 de l'arrêté préfectoral du 8 juin 2015 est complété comme suit :

Rubriques	Désignation des activités	Caractéristique de l'installation	Régime <sup>1</sup>
2910.B.2	<p><b>Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes</b></p> <p><b>B. Lorsque sont consommés seuls ou en mélange des produits différents de ceux visés en A, ou de la biomasse telle que définie au b) ii) ou au b) iii) ou au b) v) de la définition de la biomasse :</b></p> <p><b>2. Des combustibles différents de ceux visés au point 1 ci-dessus, avec une puissance thermique nominale supérieure ou égale à 0,1 MW, mais inférieure à 50 MW (A)</b></p>	<p>Puissance thermique nominale du brûleur du démonstrateur : <b>0,9 MW</b></p>	A
4715.2	<p><b>Hydrogène</b> <b>(numéro CAS 133-74-0).</b></p> <p><b>La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant :</b></p> <p><b>1. Supérieure ou égale à 1 t (A-2) 2. Supérieure ou égale à 100 kg mais inférieure à 1 t (D)</b></p>	<p><b>850 kg</b></p>	D

(1) A (Autorisation) ou D (déclaration)

## **Article 4 : Réglementations applicables**

Sans préjudice de la réglementation en vigueur, sont notamment applicables à l'établissement les prescriptions qui le concernent des textes cités ci-dessous (liste non exhaustive) :

- l'arrêté ministériel du 12 février 1998 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 4715 ;

- l'arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux installations de combustion de puissance thermique nominale totale inférieure à 50 MW soumises à autorisation au titre des rubriques n° 2910, n° 2931 ou n° 3110.

#### **Article 5 : Valeurs limites d'émissions du démonstrateur**

Les rejets issus du démonstrateur doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration.

	Polluants	
	SO <sub>2</sub> (mg/Nm <sup>3</sup> )	NO <sub>x</sub> (mg/Nm <sup>3</sup> )
VLE Rejet	200	200

#### **Article 6 : Conformité aux dossiers de demande de modifications**

Les aménagements, installations ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposés, aménagés et exploités conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant, incluant l'étude de danger de référence.

#### **Article 7 : Délais et voies de recours**

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au Tribunal administratif d'Amiens, 14 rue de Lemerchier, 80000 Amiens :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du Code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du Code de l'environnement ou de la publication au recueil des actes administratifs de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

La décision peut aussi faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

En cas de recours contentieux du tiers intéressé à l'encontre de la présente autorisation environnementale, l'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité du recours contentieux, de notifier celui-ci à la préfète de l'Oise et au bénéficiaire de la décision.

L'auteur d'un recours administratif est également tenu de le notifier au bénéficiaire de la décision à peine de non prorogation du délai de recours contentieux.

Lorsque le droit de former un recours contre la présente décision est mis en œuvre dans des conditions qui traduisent un comportement abusif de la part du requérant et qui causent un préjudice au bénéficiaire de l'autorisation, celui-ci peut demander, par un mémoire distinct, au juge administratif saisi du recours de condamner l'auteur de celui-ci à lui verser des dommages et intérêts. La demande peut être présentée pour la première fois en appel.

Le Tribunal administratif peut être saisi au moyen de l'application Télérecours citoyen accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

L'envoi de la copie du recours gracieux ou hiérarchique au bénéficiaire de la décision ou l'envoi de la copie du recours contentieux au bénéficiaire de la décision et à la préfète de l'Oise respecte les conditions prévues à l'article R. 181-51 du Code de l'environnement.

#### **Article 8 : Publicité**

Un extrait du présent arrêté est affiché en mairie de Rantigny pendant une durée minimum d'un mois et une copie du présent arrêté est déposée aux archives de la mairie pour être mise à disposition de toute personne intéressée.

Le maire de Rantigny fait connaître, par procès verbal adressé à la préfète de l'Oise, l'accomplissement de cette formalité.

L'arrêté est publié sur le site internet « Les services de l'État dans l'Oise » à la rubrique installations classées au titre du mois de signature concerné, à savoir :

<https://www.oise.gouv.fr/Actions-de-l-Etat/Environnement/Les-installations-classées/Par-arrêtés>

#### **Article 9 : Exécution**

Le secrétaire général de la préfecture de l'Oise, la sous-préfète de Clermont, le maire de Rantigny, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France et l'inspecteur de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Beauvais, le **18 SEP 2024**

Pour la Préfète et par délégation,  
le Secrétaire Général,

  
Frédéric BOVET

#### **Destinataires :**

Société SAINT GOBAIN ISOVER

La sous-préfète de Clermont

Le maire de la commune de Rantigny

Le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France

L'inspecteur de l'environnement s/c du chef de l'unité départementale de l'Oise de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France

